

M.E.S., Numéro 111, Vol. 3, Octobre-Décembre 2019

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

Mise en ligne le 11 janvier 2022

ÉLITES ET DÉVELOPPEMENT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

par

Baudouin BOMANDEKE BONYEKA

Professeur, Faculté des Sciences Sociales

Université de Mbandaka

Résumé

Cette étude soutient que le développement tant attendu du Congo profond n'est possible que s'il y a une entente sincère entre les différentes élites congolaises, ancrée dans une philosophie de jusqu'aboutisme inébranlable pour un véritable renouveau social.

Abstract

This study supporting the deep development of Congo even do it is needing to many people is not possible that it can be really agree on themselves the difference congolese elits, they are focus in moboutism philosophy inebriable for new social veritable.

Introduction

Lorsque les membres du corps humain sont paralysés, on dit de ce corps qu'il est malade et partant inopérant. La revitalisation de cet organisme devenu amorphe, morbide n'est possible qu'avec la restructuration thérapeutique des membres affectés.

Cette loi du fonctionnalisme méthodologique, appliquée à l'organisme humain, est extrapolable, d'un point de vue microsocial, à la collectivité étatique.

Depuis que notre monde existe, depuis que des communautés humaines se sont organisées

au mieux des intérêts de la grande collectivité, toute

l'évolution sociale n'a été que celle de la structuration, déstructuration et restructuration.

Ces mécanismes de transformation sociale ont été tantôt doux, tantôt violents. Cependant, ces mouvements historiques ne sont pas et ne seront jamais réalisés d'eux-mêmes. Ils sont toujours l'œuvre des agents de transformation, des moteurs qui servent la transformation, bref des servo-moteurs ou des élites en terme courant.

Entendu comme un ensemble d'acteurs imbriqués dans des opérations d'actualisation politique, économique, sociale, culturelle, éthique et idéologique pour un meilleur devenir collectif, le développement est ainsi tributaire de la nature de ses élites.

En d'autres termes, le progrès d'une société, vu comme un idéal et une fin permanente, est ce que ses élites auront conçu et façonné en faveur dudit devenir collectif.

Le Congo d'aujourd'hui est une société en mutation, en grande mutation. Une société qui veut tout réussir positivement et immédiatement. Aussi, pour réussir cette envolée transformationnelle, il a autant besoin des servo-moteurs que des cerveaux-moteurs.

Les servo-moteurs étant des lubrifiants qui actionnent les moteurs c'est-à-dire les cerveaux. Ceux-ci sont la lumière qui éclaire. Ceux-là constituent le sel qui vivifie et transforme les éléments amorphes, apathiques, corrompus et corrosifs en éléments phares, modèles, limpides et référentiels de promotion sociale pour le Congo de demain.

Notre propos de ce jour se refuse de verser dans des discours inquisitoires sur l'état des lieux de nos élites.

Il tente de poser le problème des rapports étroits, dialectiques, qui existent entre l'objectif développement et ses agents d'incitation.

Ce travail s'articule en trois points. Le premier pose les élites comme moteur de développement. Le suivant porte sur élites congolaises et bonne gouvernance. Le dernier, enfin, s'interroge sur comment la RDC peut-elle s'en sortir ? Une brève conclusion met un terme à cette étude.

I. ELITES, MOTEUR DU DEVELOPPEMENT

Le terme élite¹ tire son origine étymologique du verbe latin « eligere » qui signifie en français « élire » ou « choisir ». Cette notion a pour corollaire², le commandement.

Le service public, but de toute autorité, exige de celui ou celle qui en est chargé des qualités intellectuelles, morales et surtout gestionnelles éprouvées. Absolument, on doit éviter ici la médiocrité des querelles mesquines du genre « ôtes – toi que je m'y mette », en faveur de l'excellence qui consiste en la sélection des talents à même de bien manager la gestion de la cité.

Les services publics sont ceux arrêtés de façon rationnelle, consensuelle et reconnus comme tels par la société toute entière en vue d'assurer la survie et la promotion sociale de tous les membres.

Parmi ces services, on relève notamment, comme on le sait et en rapport avec cette étude, l'éducation (dans tous ses aspects : instruction, formation morale...), la socialisation (politique, culturelle...)³, la gestion administrative

quotidienne, économique, technique en faveur du bien-être collectif.

1.1. La théorie des élites

Cette théorie a été développée, depuis le début du siècle passé jusque dans les années soixante, si pas pour contrer essentiellement la théorie marxiste des classes sociales, tout au moins pour adoucir ses effets sur l'intelligentsia occidentale.

Parmi les auteurs les plus connus, on citera Pareto Mosga, Roberto Michels et Cecil Wright Mills. Si les deux premiers reconnaissent la pluralité des élites, le troisième rejoint le point de vue monolithique des marxistes pour affirmer que toute société est dirigée par une élite à plusieurs facettes.

Il résulte de ces études que le développement des pays occidentaux reflète l'image ou la cosmogonie de ceux qui orientent directement ou indirectement les décisions dans lesdits pays.

1.2. Les principales tâches des élites

Après avoir circonscrit le concept "élite", voyons à présent ce que sont ses principales tâches. Les politologues modernes assignent cinq tâches fondamentales aux élites, particulièrement les élites politiques.⁴

1.2.1. La participation politique

Les élites politiques peuvent décider ou influencer la mise sur pied d'un régime ou des institutions politiques qui favorisent la participation politique des citoyens à travers les élections libres ainsi que la formulation libre de leurs exigences c'est à dire les demandes, revendications et autres critiques... de leurs élus.

¹ Elite : groupe d'individus considérés comme les meilleurs, les plus distingués, ayant de grandes qualités (Larousse)

² Corollaire : conséquence nécessaire et évidente (déduction)

³ Socialisation : processus par lequel, on s'intègre dans la vie sociale, à travers l'intériorisation des éléments

de la culture environnante (valeur, normes, symboles, règles de conduite...)

⁴ Mulumbati Ngasha, *Sociologie politique*, Ed. Africa, Lubumbashi, 1998, pp.202 - 203

1.2.2. L'intégration nationale

Elles peuvent aussi prendre des décisions visant à promouvoir le développement de l'agriculture, de l'industrie, des moyens de communication, de la sécurité sociale etc... ; facteurs importants dans le processus d'intégration nationale et partant du développement politique.

1.2.3. La conscience politique

Elles peuvent également prendre des décisions visant à promouvoir l'éducation populaire, laquelle contribue non seulement à la communication spirituelle de la population mais aussi au relèvement de son niveau culturel et par conséquent de celui de sa conscience politique.

Il s'agit bien là d'un autre aspect du développement politique.

1.2.4. La communication politique

Par ailleurs, avec des idées (cfr idéologies) qu'elles expriment et incarnent⁵, les élites politiques contribuent à la promotion de la communication entre gouvernants et gouvernés, se répercutant favorablement sur l'intégration des différentes couches de la population, constitutives de la communauté nationale, et partant sur le développement politique.

1.2.5. La contre-élite politique

Il est à observer que dans certains pays – notamment ceux à régime politique pluraliste – il existe des contre-élites qui, par leurs critiques et leurs suggestions, amènent les élites politiques à réajuster leurs actions, à prendre des décisions visant la promotion du développement politique.

1.3. Catégories d'élites

Après avoir situé le concept "élite" et parcouru ses principales tâches dans le développement, en général, et politique, en particulier, on notera que ledit développement

n'est pas l'affaire d'une seule catégorie d'élites comme semble l'affirmer certains politistes.

Il est l'affaire de toutes les élites habitant un même Etat. Il concerne non seulement, les élites politiques mais aussi les élites économiques, scientifiques, socio-culturelles, religieuses et autres. Comme l'a écrit Mills⁶, ces hommes, ces experts sont à la tête des hiérarchies et des organisations les plus diverses, les plus importantes de la société moderne.

C'est aux mains de toutes ces élites qu'incombe la vraie autorité, la puissance, car les élus dans un régime démocratique, n'exercent qu'une puissance relative tout en occupant le sommet de l'édifice du pouvoir.

L'autorité réelle remonte difficilement du peuple vers le haut. Elle émane, au contraire, des élites. Le premier processus est théorique ; c'est le second qui est concret.

Fort de cette réalité des faits, Olofinla estime que le développement endogène d'une entité résulterait des efforts multidimensionnels réalisés par toutes les expériences particulièrement élitistes afin de résoudre les problèmes d'ordre politique, économique, culturel, idéologique et social, d'une part, et de répartir équitablement les richesses nationales, d'autres part⁷.

De ce qui précède, on voit clairement que, dans tout pays, les élites constituent de véritables servo-moteurs du développement. Quid alors, des élites congolaises ?

II. ELITES CONGOLAISES ET BONNE GOUVERNANCE

Chaque peuple a des élites qu'il mérite ; dit-on. Le peuple congolais n'est pas exempt de ce principe. Les élites congolaises ont leurs mérites

⁵ A travers les symboles comme les appellations, l'hymne national, le drapeau national, les fêtes nationales, etc...

⁶ Mills Wright C., *L'élite au pouvoir*, New York, 1956

⁷ OLOFYO Ben Olomy, « La démocratie pluraliste ou le cercle vicieux de sous-développement en Afrique », in *Les cahiers du CRESSA*, n°9, Lubumbashi, janvier 1991.

et leurs faiblesses. Malheureusement, ces dernières ont tendance à l'emporter sur les premières cités, particulièrement au niveau de l'élite politique.

Le constat général fait de la nomenclature congolaise est relativement décevant : une classe politique ayant peu de considération de la part de ceux qu'elle est censée diriger vers le bonheur collectif et individuel. Beaucoup de faiblesses tant dans la gestion que dans le comportement.

Même si les autorités du pays ont de temps en temps fait, elles-mêmes, de l'autocritique sur la mégestion et la médiocrité aboutissant à la même déception, aucune chirurgie conséquente n'a suivi leurs divers diagnostics ; semble-t-il !

L'image du Congo Démocratique, à ce jour, est curieusement comparable à celle décrite par Polype sur la décadence de la puissante Grèce antique. Décadence qui a favorisé l'invasion de Rome suivie de l'instauration de l'empire romain sur le bassin méditerranéen.

« Déboisement, cultures abusives, épuisement des métaux précieux, déplacement des courants et trajets commerciaux, troubles apportés dans la vie économique par le désordre politique, corruption de la démocratie, décadence de dynasties, déclin de la morale et du patriotisme, dégradation de la population, troupes mercenaires substituées aux armées des citoyens, dévastation des guerres fratricides, extermination des capacités par des révolutions et contre-révolutions toujours meurtrières ».8

Ce rappel historique et cette étrange ressemblance avec la présente situation congolaise doivent inciter les élites congolaises à une profonde prise de conscience sur le gigantesque défi à relever. D'abord sur le plan personnel, en combattant les faiblesses en faveur de la méritocratie ; ensuite, en combattant l'infantisation en faveur de l'auto-prise en

charge adulte (responsable) ; enfin, en se dotant d'une vision qui rejoigne la bonne gouvernance.

2.1. La bonne gouvernance, parlons-en

Elle est, à la fois, une science et un art.

Comme science, elle étudie les procédés de prise en charge des vies et attentes des citoyens par les pouvoirs publics au moyen des stratégies et programmes appropriés aux fins de réaliser le bien-être collectif.

En tant qu'art, la bonne gouvernance s'apparente à la bonne manière de vivre avec et de gérer les personnes qui concourent positivement à la bonne marche d'une société.

Cela étant, les deux aspects de la bonne gouvernance ne sont pas mutuellement antinomiques ; ils se complètent plutôt, car comme on dit et répète : « une théorie sans pratique ne vaut rien ».

La discipline « bonne gouvernance » s'évertue à mettre à la disposition de la société un collectif de qualités nécessaires, à maîtriser par un dirigeant, aux fins de conduire sa collectivité vers un devenir, sinon meilleur, tout au moins acceptable par la majorité des citoyens.

Cela implique un leadership responsable qui associe, aussi étroitement et périodiquement que possible, les communautés de base au processus décisionnel concernant toutes les initiatives de développement local.

Dès lors, la science de la bonne gouvernance s'étend sur le programme suivant :

- un leadership responsable devant maîtriser les six qualités cardinales ci-après :
 - perspicacité : savoir transformer un échec en une réussite ;
 - vision : créer un avenir pour la collectivité ;
 - ouverture d'esprit : anticipation et acceptation du changement ;

⁸ POLYPE cité par WILL D., *Histoire de la civilisation, la vie de la Grèce*, T6, Ed. Rencontre, Genève, 1966, pp.332-333

- sensibilité : être attentif aux préoccupations de la communauté ; faire montre d'une grande capacité d'écoute ;
- concentration : analyse approfondie des problèmes ;
- patience : laisser le temps au temps ;
- une participation consciente et permanente des masses locales ;
- un cadre institutionnel approprié ;
- le respect des valeurs éthiques par Tous ;
- la compétence éprouvée des dirigeants.

La tâche du dirigeant acquis à la bonne gouvernance consiste :

- à combiner toutes ces qualités dans le style de pensée, d'action et de comportement de ses collaborateurs ;
- à leur inculquer l'aptitude à créer ;
- à les éduquer au respect des traditions, de l'ordre, de la discipline.

2.2. Les prérequis

En outre, le dirigeant de la bonne gouvernance doit être à même de mettre au service de la cause commune, les avantages issus de la pratique quotidienne des qualités requises.

Parmi ces prérequis⁹, on relève :

2.2.1. Culture et vertu

Selon Larousse, la culture est un ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses et intellectuelles qui définissent une société par rapport à une autre.

Si le bon fonctionnement de la démocratie exige de l'élite politique une bonne dose de culture démocratique, il sied de relever aussi que la culture générale est l'élément le plus important parmi les facteurs de développement.

Car, l'homme réagit face aux défis de son environnement en fonction de sa culture. Elle est donc constituée par l'ensemble des réactions humaines qui, comme on le sait, dépendent de la nature des problèmes posés.

Par exemple, les calamités de la nature, l'invasion des autres cultures, le collectivisme africain, etc. dans ces situations, il sera difficile à un dirigeant dominé par une culture de pléonexie (appétit illimité des biens) ou de chrématistique (accumulation sans cause) d'aider ses concitoyens à maîtriser leur espace vital.

Il y a une vingtaine d'années, un ingénieur français, coopérant de son état, choquait la conscience intellectuelle africaine, à la suite de René Dumont, en publiant un ouvrage intitulé : « l'Afrique en panne »¹⁰.

« Importés et inadaptés à l'environnement africain, ces projets ont échoué. Et le continent se trouve bloqué à la suite du refus des masses africaines de répondre aux incantations des grands sorciers noirs ».

C'est pourquoi, au Congo nouveau, non seulement la renaissance de la société entière nécessite une réflexion profonde permettant d'adapter avec efficacité et participation du peuple, nos projets de développement aux réalités congolaises ; mais également un certain nombre de prérequis de la part des élites dirigeantes.

Une société qui n'invente et n'exporte pas ses croyances et réalisations est condamnée à l'asservissement des autres cultures. Ceci semble être l'amère réalité d'un certain Congo.

Les élites congolaises ayant fait montre du manque d'esprit de rationalité, de service et d'abnégation, auraient, à la lumière de leurs comportements selon certains, choisi de jouer aux agents de transmission fidèles des cultures étrangères.

⁹ Requis (objectif) : exigence, nécessité

¹⁰ GIRI, J., *L'Afrique en panne, vingt-cinq ans de développement*, Paris, Karthala, 1986, p.165

Les modèles japonais (théorie Z de management) et chinois (économie socialiste de marché) ont merveilleusement réussi à intégrer leurs cultures à connotation collectiviste traditionnelle aux principes occidentaux de gestion.

Quant à la vertu, que Larousse définit comme « la disposition constante qui porte à faire le bien et à éviter le mal », elle est fortement liée à la culture.

Car, elle n'est pas un acte concret que l'on exige d'un dirigeant mais plutôt une habitude acquise de faire la chose juste. C'est un moyen terme entre deux extrêmes : le bien et le mal que seules l'intelligence et la maîtrise de soi peuvent aider à réaliser. Elle est le résultat d'une discipline pratique dès la naissance jusqu'à la mort.

Le congolais nouveau qui aspire à la classe des élus, celle des dirigeants élitistes doit éviter l'extravagance ainsi que la médiocrité et cultiver la modestie ainsi que l'excellence dans toutes ses actions quotidiennes.

2.2.2. Education et instruction

Intimement liés, ces deux mécanismes sont des ingrédients importants pour une démocratie de développement autocentré. Si l'instruction amène le dirigeant et le dirigé à avoir un sens critique des choses, l'éducation achève ce travail en imprégnant la société du sens de la communauté, celui de vivre avec son prochain sans le récuser à cause de ses origines et croyances philosophico-religieuses.

Pour opérer un choix judicieux, le citoyen doit être à même de juger l'information, de la critiquer avant de se décider en tenant compte de ses intérêts.

Les élites africaines qui se sont érigées en prophètes du régionalisme ou du tribalisme devraient être tenues à l'œil. Car, la large proportion d'analphabètes dans un pays peut être exploitée au maximum par une catégorie irresponsable d'acteurs politiques aux fins

d'opposer des communautés qui ont toujours vécu ensemble.

Peu instruits et peu éduqués, ou encore se considérant comme des laissés pour compte, ces prophètes de malheur trouvent un terrain fertile chez les compatriotes analphabètes pour distiller leur venin de division. On ne peut pas développer un pays volontairement soumis à des tensions séparatistes.

La poursuite effrénée des titres académiques sans contrepartie de la volonté réelle de promouvoir le savoir et d'acquérir des compétences, produit des responsables qui humilient l'intelligence. Un véritable paradoxe !

2.2.3. Altruisme et amour du prochain

L'homme situé doit devenir la préoccupation permanente de tout dirigeant qui conquiert le pouvoir.

Les conditions humaines et sociales interpellent sans cesse ceux qui veulent prendre les destinées du pays en mains. La pléonexie et la chrématistique doivent céder la place au service public.

Le pouvoir politique n'est pas un moyen d'enrichissement ; c'est plutôt un service public, c'est-à-dire un service que l'on rend à la collectivité.

2.2.4. Travail et discipline

Le développement, comme moyen d'existentialisation, est cet effort, ce travail constant que l'on s'impose en vue de vaincre la précarité des conditions d'existence.

C'est le travail qui libère et qui affranchit l'homme (*labore omnia mutantur*) ; c'est le travail qui est la clef de changement.

On ne peut développer une société en demandant à ses membres actifs de rester à la maison et de se montrer indisciplinés. Les élites qui se livrent à ce populisme sont les ennemis patentés de l'homme.

Tout en restant sensibles à l'opinion publique, les élites dirigeantes ont la mission d'inciter les citoyens au travail productif, seule voie de libération et de développement.

Les démocraties modernes comptent toujours sur des élites responsables pour réaliser leurs projets de société¹¹. Le développement étant aussi un problème de mentalité en plus de responsabilité, il faut que les élites dirigeantes s'imposent une certaine discipline ; car un travail sans horaire récolte des résultats limités. Le Congo a besoin des résultats concrets, palpables, constants et incitatifs.

2.2.5. Patriotisme et engagement

L'ardent amour de la patrie qui suppose l'oubli de soi et l'ouverture aux autres membres de la collectivité nationale n'est l'apanage de qui que ce soit ou d'une catégorie de citoyens.

L'amour mythique manifesté à son pays est connexe à l'amour du prochain que l'on côtoie chaque jour. Il amène le citoyen à se dépenser, à déployer des efforts permanents pour s'assurer non seulement le progrès des membres de sa communauté mais aussi à garantir leur survie.

Aujourd'hui, l'engagement à préserver l'espace congolaise (la population congolaise) s'articule autour des objectifs de la restauration d'une société nouvelle, avec des dirigeants engagés et commis à se sacrifier pour le développement intégral de tous les nationaux. La fidélité à l'Etat dans toute sa configuration, le zèle pour la sécurité de la communauté nationale, de son expansion et de sa gloire renforcent le patriotisme et l'engagement.

Nos élites dirigeantes devront démontrer auprès de l'électorat ces traits d'unification. Elles devront convaincre de leur engagement à l'idéal de restauration en leur qualité d'engagés, c'est-à-dire des individus instruits, éduqués et œuvrant à éradiquer l'injustice, à changer les mentalités pour un cadre et un avenir meilleur.

¹¹ SARGENT, L.T., *Les idéologies politiques contemporaines*, Paris, *Economica*, 1987, p.40

2.2.6. Compétence et crédibilité

La spécialisation, en tant que résultat d'un processus de formation et d'une expérience acquise, se présente comme un ensemble d'aptitudes sûres pour accomplir des tâches et autres fonctions qu'exigent les objectifs de développement.

Par leur capacité d'organisation, les élites compétentes peuvent persuader les administrés à travers leurs comportements modèles et positifs sur terrain ; car, prêcher par des exemples vaut mieux que de simples slogans populistes.

Le symbolisme changementaliste doit céder la place au changement intégral, spirituel et comportemental des élites. C'est donc l'accomplissement de ces prés-requis qui pourra permettre aux élites congolaises d'assurer de la bonne gouvernance préalable à tout développement véritable.

III. QUE FAIRE POUR QUE LA RD CONGO S'EN SORTE ?

Cette réflexion commence par un constat et une interrogation. Le constat est le suivant : plus l'on forme des agronomes, plus notre agriculture régresse ; plus on forme des médecins, plus nos centres de santé deviennent de mouiroirs ; plus on forme des administrativistes, plus nos services publics accusent un rendement peu satisfaisant ; plus on forme des officiers militaires, moins notre Armée est performante ; plus on forme des théologiens, plus le désordre religieux s'installe ; plus on forme des économistes, plus la pauvreté gagne du terrain ; plus on forme des juristes, plus l'injustice se prolonge...et la liste est bien longue.

A la suite de ce constat, une des questions que l'on peut se poser est : dans les conditions actuelles d'un Etat revisité, est-ce que les élites politiques, économiques, scientifiques, religieuses, socio-culturelles ont – elles une vision similaire sur la renaissance et le développement de l'Etat au Congo et ce en présence d'une élite bien formée qui, un demi-

siècle après l'indépendance, voit son importance quantitative que qualitative croître sans cesse ? Malgré que la pauvreté intellectuelle gagne de plus en plus l'Université congolaise, selon l'UNESCO.

Il y a une quarantaine d'années, Mgr. Bakole, archevêque de Kananga, écrivait que « le combat de développement nous oblige à créer un esprit nouveau et des mœurs nouvelles pour prendre en mains le progrès de notre pays ».¹²

Cette vision solidariste du prélat catholique suggère aux élites congolaises une alliance objective pendant cette période mutationnelle en prenant comme centre d'intérêt, l'homme concret du Congo, entraîné et cloué par la misère.

Il faut une nouvelle terre et une élite métamorphosée pour orienter et encadrer le peuple du Congo démocratique vers le progrès, le changement considéré comme phénomène naturel et ce dans un esprit d'amour et de partage.

A la suite de ce grand pasteur chrétien, plusieurs voix se sont élevées pour proposer des pistes de solutions à la problématique congolaise, celle d'une crise multidimensionnelle et récurrente qui exige une thérapeutique de choc plus qu'urgente.

À ce propos, Olofio¹³ se prononce en faveur du renouveau démocratique des élites congolaises qui, pour lui, constitue une priorité dans la réalisation de la renaissance de l'Etat.

Si chaque peuple a les élites qu'il mérite, la société congolaise d'aujourd'hui, minée par la corruption dans toutes ses dimensions, ne peut que produire des élites qui ne tombent pas du ciel mais qui sortent de ses entrailles.

Aussi, le renouvellement démocratique, c'est-à-dire à travers les élections, ne constitue pas une garantie pour produire des élites nouvelles non marquées par des tares de notre société.

Encore qu'il s'agira beaucoup plus de l'élite politique que des élites économique (cfr. Répartition équitable des richesses), religieuses (cfr. Moralisation tous azimuts de la société), scientifique (cfr. Apport du savoir, de la lumière), etc.

C'est pourquoi, nous complétons le professeur Olofio en suggérant une prise de conscience (simultanée et sans tabou) à la manière des « concertations nationales » de septembre 2013 et dont l'applicabilité est renvoyée aux calendes grecques ; malheureusement.

Elle doit aboutir à la reconversion des mentalités et partant des comportements ; sans oublier l'engagement de toutes les élites, à travers une volonté affichée de réussite. Pour cela, il faut une alliance objective devant conduire à une transformation en profondeur du système existant caractérisé par ce qu'il convient de désigner sous l'expression « mal gouvernance » : laxisme, faiblesse institutionnelle, crise économique prolongée, corruption généralisée, mégestion, radicalisation de la pauvreté manifestée par une régression du vécu quotidien, etc.

Il va sans dire que cette prise de conscience devra être portée, avec l'aide des prospectivistes politiques solides, par un leadership hautement visionnaire et ce, à tous les échelons de l'Etat.

Nous ne pouvons clore cette réflexion concluante sans nous référer à quelques exemples positifs de ce genre d'entente sacrée. Il s'agit des expériences de notre passé colonial et des caraïbes.

L'Etat colonial belge avait réussi, tant soit peu, à s'implanter grâce à une telle sainte alliance entre les élites politico-administrative,

¹² BAKOLE Ilunga, *Chemin de libération*, Kananga, 1979

¹³ OLOFIO Ben Olomy, « Processus démocratique et stratification sociale », in *La libre expression*, avril 1995, p.2

culturo-religieuse et économique, avec des marges juridiques reconnues par et pour chaque partenaire (cfr. La trinité coloniale).

Si le monolithisme de la politique coloniale belge a favorisé cette solide alliance, l'actuel pluralisme politique congolais oblige à des adaptations : la classe politique congolaise peut s'accorder sur certains principes comme la promotion de l'entreprise, pourvoyeuse des richesses pour le pays, des recettes pour l'Etat, de l'emploi pour le peuple.

Conclusion

L'expérience des pays de l'Amérique Centrale peut également inspirer les élites congolaises. À la suite du profond message Vatican II, Nicaragua, El Salvador, Guatemala, Honduras, Costa- Rica ... ont tenté cette expérience de l'alliance objective des élites.

Grâce à l'entente Etat-Eglise, Société civile –monde économique, et malgré que les résultats de cet effort de renouveau intégral de leurs sociétés soient limités ; ces pays ont réduit considérablement les tensions sociales par des programmes harmonisés et centrés sur l'émancipation du genre humain.

Si les exemples positifs peuvent édifier des esprits philanthropiques appelés à guider la société, pourquoi ne pas tenter cette expérience à partir de nos réalités.

Ainsi donc, comme on le voit, une telle entente sincère entre les différentes élites congolaises, solidifiée par une volonté jusqu'aboutisme et inébranlable pour un véritable renouveau social, ne pourra que propulser le développement tant attendu du Congo profond.

BIBLIOGRAPHIE

- BAKOLE ILUNGA, *Chemin de libération*, Kananga, 1979
- GIRI J., *L'Afrique en panne, vingt-cinq ans de développement*, Paris, Karthala, 1986

- MILLS WRIGHT C., *Histoire de la civilisation, la vie de la Grèce*, T6, Genève, Ed. Rencontre, 1966
- MILLS WRIGHT C., *L'élite au pouvoir*, New York, 1956
- MULUMBATI NGASHA, *Sociologie politique*, Lubumbashi, Ed. Africa, 1998
- OLOFYO BEN OLOMY, « Processus démocratique et stratification sociale », in *La libre expression*, avril 1995
- OLOFYO BEN OLOMY, « La démocratie pluraliste ou le cercle vicieux de sous-développement en Afrique », in *Les cahiers du CRESSA*, n°9 Lubumbashi, janvier 1991
- SARGENT, L.T., *Les idéologies politiques contemporaines*, Paris, Economica, 1987